

24ème Conférence de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP)

« Connecter, Intégrer et Humaniser : Les villes face au défi de générer de la communauté »

NOTE CONCEPTUELLE

Session 6

Débat sur les systèmes fiscaux pour le financement local

Date: 22 mai 2025

Heure: de 11h00 à 12h30

Lieu: Auditorium de l'UNC, Centre Culturel de l'UNC, Córdoba, Argentine

Thème: Construction Communautaire

CONTEXTE

Dans un contexte d'urbanisation accélérée, d'inégalités croissantes et de pression sur les services publics, les gouvernements locaux font face à un double défi : répondre aux besoins de leurs communautés avec des ressources de plus en plus limitées. Dans ce scénario, revoir et transformer la structure fiscale devient une priorité stratégique.

La structure fiscale locale — la manière dont est structurée et gérée la charge fiscale au niveau municipal — détermine non seulement la capacité de collecte des recettes, mais aussi l'autonomie politique et le potentiel des gouvernements locaux à promouvoir l'équité territoriale et la cohésion sociale. De plus, la structure fiscale met en lumière la relation entre les politiques fiscales locales et les cadres normatifs nationaux. Dans de nombreux pays, la réduction des transferts nationaux et les restrictions sur l'augmentation des impôts au niveau infranational ont compromis la viabilité des administrations locales, limitant encore davantage leur capacité d'action. Cette situation renforce la nécessité de défendre l'autonomie fiscale et les ressources











propres des gouvernements locaux et régionaux, essentielles pour mettre en œuvre des politiques de proximité, redistribuer équitablement et avancer dans la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette approche a été soutenue dans des espaces comme le 6ème Forum Mondial du Développement Économique Local à Séville, où a été souligné le rôle clé des finances locales dans la réalisation du développement durable.

Cette session invite à réfléchir et à échanger des expériences sur la manière dont les gouvernements locaux peuvent repenser leurs systèmes fiscaux, en mettant l'accent sur la génération de revenus propres, la simplification fiscale, l'inclusion des secteurs traditionnellement exclus et la participation citoyenne à la définition des priorités. Des mécanismes tels que le budget participatif peuvent renforcer la légitimité de la collecte fiscale locale en la liant aux décisions collectives de la communauté. Des expériences de territoires progressant vers des systèmes fiscaux plus justes, efficaces et transparents, alignés avec les principes de la démocratie participative, seront présentées. La structure fiscale sera abordée non seulement comme un outil technique, mais aussi comme un instrument politique capable de transformer les relations de pouvoir sur le territoire.

OBJECTIFS

- Défendre le rôle de la structure fiscale locale comme outil clé pour promouvoir l'équité territoriale, la cohésion sociale et la décentralisation fiscale, en particulier en lien avec les cadres normatifs nationaux.
- Promouvoir le débat sur l'autonomie municipale et la répartition des impôts, ainsi que sur les cadres normatifs et fiscaux nécessaires pour que les gouvernements locaux puissent gérer leurs propres ressources et assumer de nouvelles fonctions.
- Analyser les défis fiscaux auxquels sont confrontés les gouvernements locaux dans des contextes d'urbanisation accélérée, d'inégalités croissantes et de réduction des transferts nationaux.
- Réfléchir au lien entre démocratie locale et fiscalité, en soulignant la participation citoyenne par exemple, à travers le budget participatif comme voie pour légitimer et renforcer les systèmes fiscaux locaux.

MÉTHODOLOGIE

Ce panel de 90 minutes comprendra une introduction posant les bases sur les systèmes fiscaux dans le cadre local. Par la suite, un panel de représentants de gouvernements locaux partagera son expérience et ses modèles de structure fiscale











et de finances locales, en abordant les défis budgétaires rencontrés et les tensions avec les cadres nationaux. Les intervenants auront l'occasion de commenter leurs expériences, discuter des pratiques et explorer des solutions pour faire avancer la décentralisation et l'autonomie municipale. Une session interactive de questions-réponses sera ensuite organisée, favorisant la participation du public.

QUESTIONS GUIDE

- Quel rôle peuvent jouer les réseaux de villes, la coopération internationale et les forums mondiaux (comme le 6ème Forum Mondial du Développement Économique Local) dans la promotion et la défense des finances locales comme pilier de la démocratie et du développement durable?
- Quelles stratégies les gouvernements locaux peuvent-ils adopter pour renforcer leur autonomie fiscale face à la réduction des transferts nationaux et aux limitations imposées à l'augmentation des impôts?
- Quelles expériences innovantes existent en matière de génération de revenus propres, d'inclusion fiscale et de simplification fiscale au niveau local ? Quelles leçons peut-on en tirer ?
- Comment la structure fiscale locale peut-elle contribuer à une répartition plus juste des ressources sur le territoire et au renforcement de la cohésion sociale ?

INTERVENANTS (Préliminaire)

- Maximiliano Raijman, Professeur titulaire de la chaire de droit fiscal à l'Université Nationale de Córdoba (Argentine)
- **Emilio Cordonnier**, Maire d'Ayacucho (Argentine)
- Cássio Trogildo, Secrétaire à la Gouvernance Citoyenne et au Développement Rural de Porto Alegre (Brésil)







